



Citation : O. CIZEL / Groupe d'histoire des zones humides (2010),
Protection et gestion des espaces humides et aquatiques, Guide
juridique d'accompagnement des bassins de Rhône-Méditerranée et
de Corse, Agence de l'eau RM&C, Pôle relais lagunes
méditerranéennes, 566 p.

Photo : 2^e de couverture : orchis brûlé ■
p. 1 : fossé de drainage. ■ p. 2 :
tourbière des Narcettes (Ardèche).

Protection et gestion des espaces humides et aquatiques

Guide juridique d'accompagnement des bassins de Rhône Méditerranée et de Corse

Olivier CIZEL, 2010

Juriste





Préface

En 2005, la Commission Technique « Zones Humides » (CTZH) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse avait adopté un chantier intitulé « recensement des actions positives et négatives vis-à-vis des zones humides » afin d'alimenter les travaux de révision du SDAGE de 1996. Après une analyse approfondie des besoins, ce chantier a progressivement débouché sur deux opérations différentes :

- l'une portant sur les mesures d'intervention et coûts de référence sur les zones humides –aujourd'hui prises en compte pour le Programme de mesures pour l'application de la Directive-cadre « Eau » de l'Europe;
- l'autre sur la rédaction d'une synthèse sur les outils juridiques en faveur des zones humides et des espèces inféodées.

Le travail d'Olivier CIZEL, pédagogique et richement illustré, représente cette synthèse voulue par la CTZH. Sa forme et son contenu reflètent le souci permanent de son comité de relecture de s'appuyer sur des cas concrets et de se le voir approprié par les acteurs locaux concernés par : les zones humides, la biodiversité, la continuité écologique, les corridors biologiques avec le souci d'aborder dans de bonnes conditions l'application de la DCE, du SDAGE des bassins de Rhône-Méditerranée et de Corse et du dispositif législatif émanant du Grenelle de l'Environnement dont la Trame Verte et Bleue.

Le Pôle relais lagunes méditerranéennes avait été choisi par l'Agence de l'Eau RM&C pour piloter dès 2005 la réalisation de ce guide juridique. La raison majeure de ce choix est liée au fait que plus que d'autres types de zones humides, les lagunes méditerranéennes sont des milieux d'interface par excellence autant du point de vue de leur fonctionnement naturel, que de leur statut hybride :

- de zones humides bien souvent classées en Réserves naturelles, site Natura 2000 et sites RAMSAR notamment,
- de milieux classés en masses d'eau de transition sur lesquels s'applique la Directive-cadre Européenne sur l'Eau.

Cette qualification double demande donc une approche très intégrée de ces milieux, de leurs enjeux et donc une vision transversale et multidimensionnelle du dispositif juridique applicable à ces infrastructures naturelles de l'eau et aux espèces inféodées.

Éric PARENT

Agence de l'Eau RM&C

Les SDAGE de Rhône Méditerranée et de Corse et les zones humides

1. – Les SDAGE 2009-2015

1.1. - Objectifs des SDAGE

Les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux 2010-2015 ont pour objet de définir la politique de l'eau dans chaque grand bassin hydrographique, d'orienter et de planifier les actions pour atteindre l'objectif de bon état des milieux aquatiques en 2015.

Entrés en vigueur le 21 décembre 2009, les SDAGE 2010-2015 se placent désormais dans le cadre d'un processus cohérent de gestion de l'eau impliquant la réalisation d'un certain nombre d'étapes concourant toutes à l'objectif fixé par la directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 et le Grenelle Environnement, à savoir le bon état des eaux d'ici 2015.

1.2. - Contenu des SDAGE

Les SDAGE 2010-2015 :

- définissent les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Ces orientations fondamentales comprennent notamment les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques, afin de réaliser les objectifs fixés sur les masses d'eau ;
- fixent les objectifs à atteindre pour chaque masse d'eau du bassin : cours d'eau, plan d'eau ; nappe souterraine ; eaux côtières et de transition (lagunes méditerranéennes par exemple).

Les SDAGE 2010-2015 sont complétés par un programme de mesures qui identifie les actions clés à conduire d'ici 2015 pour atteindre les objectifs fixés par les SDAGE.

Parallèlement a été mis en place un programme de surveillance concernant tous les milieux. Basé sur des principes communs à tous les états membres, ce dispositif a été à l'origine d'un vrai saut (quantitatif et qualitatif) dans l'évaluation de l'état des eaux. Le référentiel établi pour qualifier l'état des milieux, les orientations fondamentales, dispositions et objectifs sont liés pour concourir à une même fin : l'amélioration de l'état des eaux dans le cadre d'un développement durable du bassin.

1.3. – Effets des SDAGE

Le code de l'environnement et le code de l'urbanisme prévoient qu'un certain nombre de décisions doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et les objectifs du SDAGE II en est ainsi pour :

- les décisions administratives dans le domaine de l'eau. La circulaire du 15 octobre 1992 donne une liste indicative des décisions administratives considérées comme relevant du domaine de l'eau comme par exemple :

- les autorisations et déclarations « loi sur l'eau » (exemple : autorisation d'une station d'épuration urbaine, d'un prélèvement d'eau dans un cours d'eau, de rejets d'eaux pluviales issues d'une zone d'activité...);

- les autorisations et déclarations au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (exemple : autorisation de rejet d'une station d'épuration industrielle dans un cours d'eau...);

- les SAGE (schémas d'aménagement et de gestion de l'eau) et les SDC (schémas départementaux des carrières) ;

- les documents d'urbanisme (schémas de cohérence territoriale, plans locaux d'urbanisme, cartes communales).

La notion de compatibilité est moins contraignante que celle de conformité puisqu'il s'agit d'un rapport de non contradiction avec les options fondamentales du schéma. Cela suppose qu'il n'y ait pas de différence importante entre le SDAGE et la décision concernée.

Remarque : date d'approbation des SDAGE : - *Métropole* : Corse : 7 juillet 2009 ; Loire-Bretagne : 15 octobre 2009 ; Artois-Picardie et Rhône-Méditerranée : 16 octobre 2009 ; Seine-Normandie : 29 octobre 2009 ; Adour-Garonne : 16 novembre 2009 ; Rhin-Meuse : 27 novembre 2009. - *Outre mer* : Guyane : 19 novembre 2009 ; Guadeloupe : 25 novembre 2009 ; Martinique : 26 novembre 2009 ; Réunion : 2 décembre 2009 ; Mayotte : 10 décembre 2009.

Les SDAGE ont officiellement été approuvés par arrêtés ministériels publiés au JO du 17 décembre 2009. Le SDAGE Rhône Méditerranée ainsi que son programme de mesures ont ainsi été approuvés par arrêté du 20 novembre 2009 (JO, 17 déc., p. 21738). Le SDAGE de Corse n'a pas encore été approuvé.

Sources : Dossier de presse du ministère chargé de l'écologie, 27 nov. 2009, 45 p. 

SDAGE Rhône-Méditerranée et SDAGE de Corse, oct. et juill. 2009

Sur la directive cadre sur l'eau, voir pages 422 à 427 du guide.

Sur les SDAGE, voir pages 428 à 450 du guide.



Roselières sur une lagune. Crédit : Sylvie Arques, Tour du Valat

1.4. - SDAGE et zones humides : quelle logique d'action ?

Les SDAGE promeuvent la préservation, la restauration, la gestion et la mise en valeur des zones humides, étant observé que celles-ci contribuent au bon état des eaux. Ils s'appuient pour ce faire sur un cadre réglementaire national rénové : défiscalisation, constitution d'une trame verte et bleue, mise en place de plans d'actions cohérents en faveur des zones dans le cadre des ZHIEP (zones humides d'intérêt environnemental particulier), servitudes d'utilité publique dans le cadre des zones stratégiques pour la gestion de l'eau, etc. (Schéma 1).

Concrètement, les SDAGE de Rhône-Méditerranée et de Corse invitent les réseaux de maîtres d'ouvrage et de maîtres d'œuvre à valoriser le patrimoine naturel local, autant les espèces autochtones que les espaces pouvant les accueillir pour permettre une organisation harmonieuse entre « zones humides remarquables » et « zones humides ordinaires » afin que ces premières contribuent à la reconquête hydraulique et biologique de ces dernières.

La forme d'intervention en faveur des zones humides et des espèces préconisée par les SDAGE consiste à mettre en œuvre des opérations proches des « Contrats de milieux » pour les zones humides : mise en œuvre d'actions pluri-thématiques, avec des objectifs et des échéances préalablement définis, en valorisant les ressources humaines présentes sur le bassin versant concerné, ainsi qu'en valorisant les ressources naturelles concernant des milieux reconnus comme

intéressants à un instant « T » pour contribuer à la reconquête hydraulique et biologique d'espaces considérés comme ordinaires à ce même instant « T ». En outre, les mesures à engager pour les zones humides présentent trois avantages supplémentaires :

1. – elles peuvent bénéficier de la réglementation en vigueur en faveur d'autres milieux directement concernés par l'application de la DCE (lagunes-masses d'eau de transition ; masses d'eau-plan d'eau...) et d'autres pressions (irrigation par exemple, lutte contre les pollutions diffuses, aménagement du territoire etc.).
2. – elles peuvent faire l'objet d'arrêtés préfectoraux spécifiques en vue de renforcer l'incitation à l'atteinte d'objectifs fixés demandant des efforts conséquents : c'est le cas pour le classement en ZHIEP.
3. – Leur reconquête, leur acquisition, leur conservation ou l'animation faite en faveur de celles-ci contribue à l'atteinte des objectifs fixés par le SDAGE au titre de la directive cadre sur l'eau pour les masses d'eau.

Ainsi, sur un bassin versant, les opérations à engager pour les zones humides doivent être établies dans le cadre d'un plan de gestion bâti selon le schéma de référence page suivante (v. Schéma 2).

Le contenu de ces plans de gestion peut et doit s'articuler autour de chacune des dispositions et orientations mentionnées ci-après, afin d'y répondre avec des mesures localement adaptées.

Schéma 1. – Exemple d'application des outils réglementaires pour les zones humides

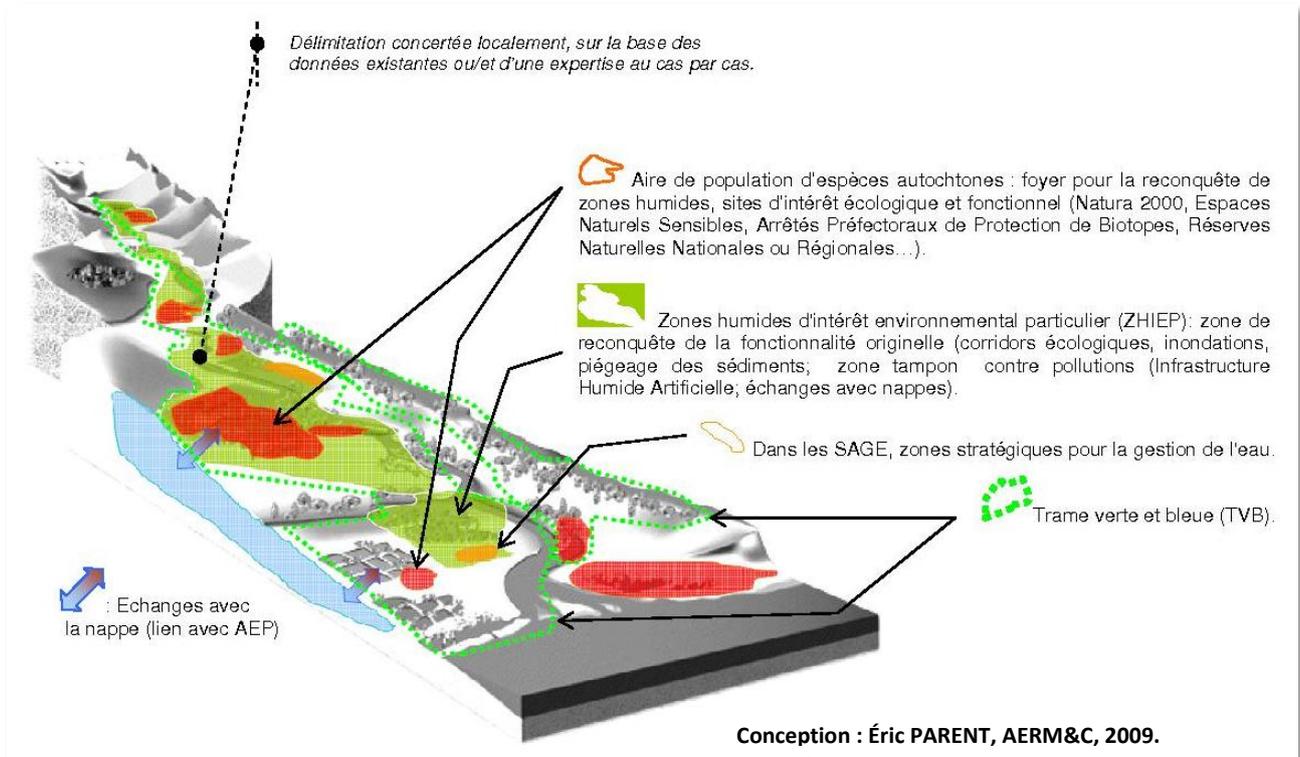
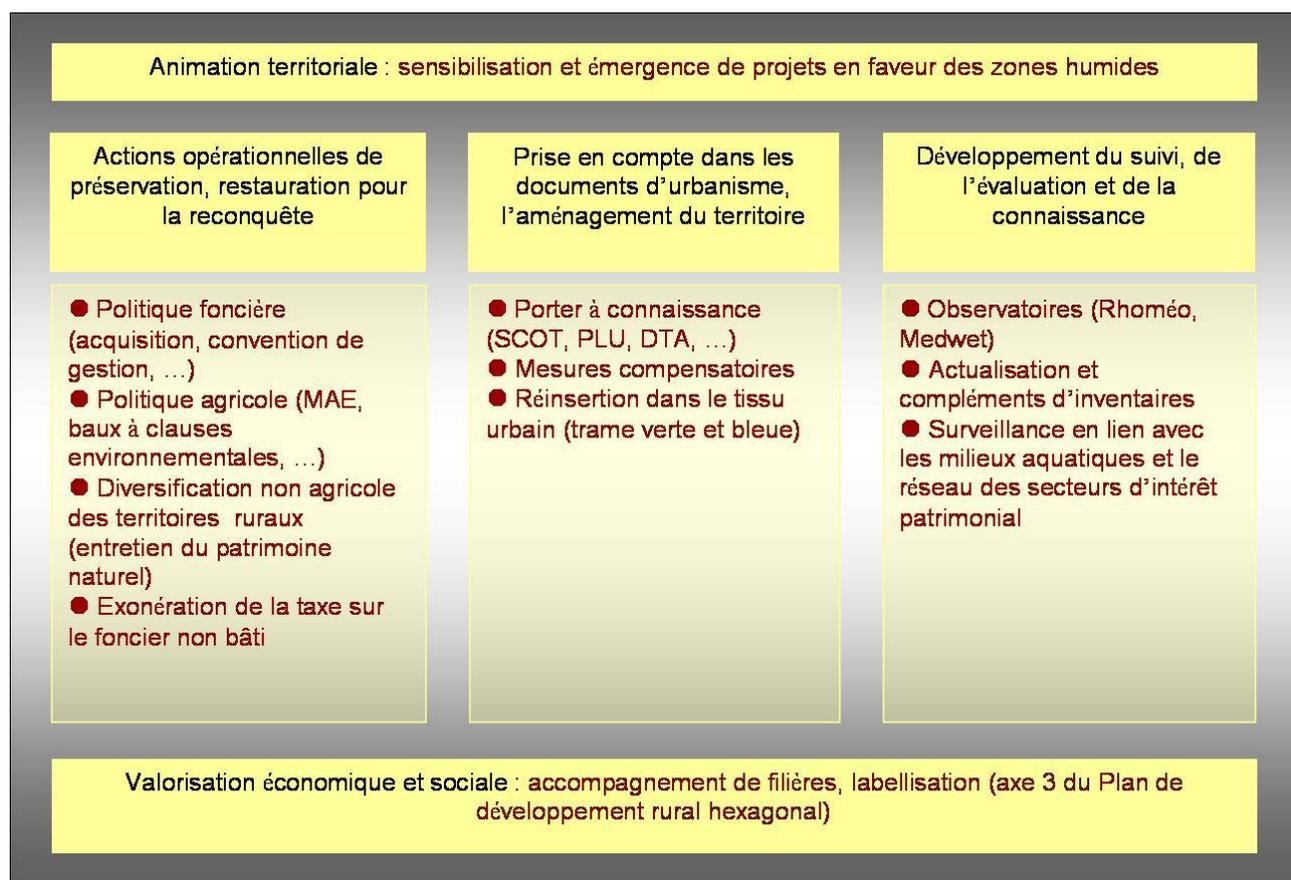


Schéma 2. - Vue synthétique des niveaux d'action et outils préconisés



Conception : Jean-Louis SIMONNOT, AERM&C, 2009.

2. – Le SDAGE Rhône-Méditerranée et les zones humides

2.1. - Présentation du bassin

Le SDAGE de Rhône-Méditerranée a été adopté par le comité de bassin, le 16 octobre 2009. Le nouveau SDAGE n'inclut plus le bassin versant de la Corse, celui-ci faisant désormais l'objet d'un SDAGE à part entière (v. ci-dessous).

Ce bassin hydrographique compte 11 000 cours d'eau de plus de 2 km et 1 000 km de côtes, une richesse exceptionnelle en plans d'eau (lacs Léman, d'Annecy, du Bourget...) et une superficie importante de zones humides (plus de 7 000 km²). Le SDAGE fixe comme objectif l'atteinte du bon état écologique en 2015 pour 66% des eaux superficielles, avec des variations néanmoins importantes selon les types de milieux aquatiques : cours d'eau : 61 % ; plans d'eau : 82 % ; eaux côtières : 81 % ; eaux de transition (lagunes) : 47 %.

2.2. - Dispositions applicables aux zones humides

Parmi les huit orientations fondamentales, l'orientation 6 « Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques » comprend de nombreuses mesures en faveur des zones humides rassemblées dans trois axes :

– Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques (orientation 6A) :

- préserver et restaurer les bords de cours d'eau et les boisements alluviaux (disposition 6A-02) ;
- encadrer la création des petits plans d'eau (6A-11) ;
- formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau (6A-12).

– Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides (orientation 6B) :

1. - Améliorer et faire connaître les zones humides :

- poursuivre l'effort d'information et de sensibilisation des acteurs (6B-1) ;
- assurer un accompagnement des acteurs (6B-2).

2. - Préserver et gérer les zones humides :

- assurer la cohérence des financements publics avec l'objectif de préservation des zones humides (6B-3) ;
- utiliser avec ambition les outils "zones humides stratégiques pour la gestion de l'eau" (ZHSGE) et "zones humides présentant un intérêt environnemental particulier" (ZHIEP) (6B-4) ;
- mobiliser les outils financiers, fonciers et agri-environnementaux en faveur des zones humides (6B-5) ;

- préserver les zones humides en les prenant en compte à l'amont des projets (6B-6) ;
- mettre en place des plans de gestion des zones humides (6B-7) ;
- reconquérir les zones humides (6B-8).

– Intégrer la gestion des espèces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau (orientation 6C) :

1/ Développer la mise en œuvre d'actions locales de gestion des espèces

- Assurer un accompagnement des acteurs (6C-01).

2/ Agir pour la préservation et la valorisation des espèces autochtones

- Mettre en œuvre une gestion des espèces autochtones cohérente avec l'objectif de bon état des milieux (6C-02) ;
- Contribuer à la constitution de la trame verte et bleue (6C-03) ;
- Préserver et poursuivre l'identification des réservoirs biologiques (6C-04) ;
- Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce en tenant compte des peuplements de référence (6C-05).

3/ Lutter contre les espèces exotiques envahissantes

- Favoriser les interventions préventives pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes (6C-06) ;
- Mettre en œuvre des interventions curatives adaptées aux caractéristiques des différents milieux (6C-07).

Par ailleurs, hormis les orientations fondamentales et dispositions dédiées aux zones humides et citées ci-dessus, d'autres orientations fondamentales doivent être respectées pour une bonne cohérence des politiques publiques et de la réglementation vis-à-vis de celles-ci :

Orientation fondamentale n° 1. - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

[Disposition 1-04] Inscrire le principe de prévention de façon systématique dans la conception des projets et les outils de planification locale.

Orientation fondamentale n° 2. - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

- [Disposition 2-02] Évaluer la compatibilité des projets avec l'objectif de non dégradation en tenant compte des autres milieux aquatiques dont dépendent les masses d'eau ;
- [Disposition 2-04] S'assurer de la compatibilité des projets avec le SDAGE au regard de leurs impacts à long terme sur les milieux aquatiques et la ressource en eau.

Orientation fondamentale n° 4. - Renforcer la Gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

- [Disposition 4-01] Privilégier des périmètres d'intervention opérationnels ;
- [Disposition 4-05] Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et contrats de milieux ;
- [Disposition 4-09] Rechercher la cohérence des financements des projets hors eau avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques.

Orientation fondamentale n° 5-B. - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques

[Disposition 5B-03] Engager des programmes d'actions coordonnées dans les zones prioritaires du SDAGE.

Orientation fondamentale n° 7. - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

[Disposition 7-09] Promouvoir une véritable adéquation entre l'aménagement du territoire et la gestion des ressources en eau.

Orientation fondamentale n° 8. - Gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

[Disposition 8-03] Limiter les ruissellements à la source.

Sur les mesures détaillées, voir pages 433-435 du guide.

Téléchargement du SDAGE RM



Accès aux données locales du programme de mesure du SDAGE



Mare en doline. La Pesse (Jura).

Photo : Éric PARENT

3. – Le SDAGE de Corse et les zones humides

3. 1. - Présentation du bassin

Le SDAGE de Corse a été le premier à être adopté, le 7 juillet 2009. Alors que le bassin-versant de la Corse était rattaché à celui de Rhône-Méditerranée sous l'empire de l'ancien SDAGE, il devient désormais le socle d'un nouveau SDAGE.

Le réseau hydrographique de la Corse représente 3 000 km de cours d'eau de faible longueur et près de 22 000 ha de zones humides. Globalement, les milieux aquatiques de Corse sont majoritairement en bon état, voire en très bon état. Leur qualité et leur diversité en font l'un des derniers réservoirs de nature en Europe. L'objectif du SDAGE est donc de ne pas dégrader ces milieux et d'engager des actions de reconquête des milieux menacés.



Étang littoral en Corse. Photo : Éric PARENT

3. 2. - Dispositions applicables aux zones humides

Parmi les quatre orientations fondamentales du SDAGE, il en figure une ayant pour thème : « Préserver ou restaurer les milieux aquatiques et humides en respectant leurs fonctionnalités ».

Les mesures du SDAGE spécifiques aux zones humides font ainsi l'objet d'une orientation 3C (Poursuivre la préservation et la restauration des zones humides et engager leur gestion et leur reconquête) bâtie sur deux axes :

1. - Améliorer la connaissance et faire connaître les zones humides :

- mise à jour de l'inventaire régional (disposition 3C-01) ;
- création d'un outil de suivi et de surveillance (3C-02) ;
- accompagnement des acteurs (3C-03).

2. - Mieux préserver et gérer les zones humides :

- définition d'une stratégie de préservation et délimitation des zones humides prioritaires (3C-04) ;
- mobilisation des différents outils et encouragement des partenariats (3C-05) ;
- développement de l'information et de la sensibilisation (3C-06).

Sur les mesures détaillées, voir pages 436-437 du guide

Téléchargement du SDAGE de Corse



Accès aux données locales du programme de mesure du SDAGE



Éric PARENT / Jean-Louis SIMONNOT / Marc VEROT

Agence de l'Eau RM&C

Olivier CIZEL

Avertissements

A qui s'adresse ce guide ?

Ce guide s'adresse à toute personne recherchant des informations dans le domaine du droit applicable aux zones humides. Juristes, mais également gestionnaires, propriétaires, institutionnels, bureaux d'études et élus pourront ainsi trouver matière face à leurs interrogations.

Comment lire le guide ?

Le guide est composé de 14 chapitres découpés selon la nature de l'instrument (administratif, réglementaire, contractuel, de planification, fiscal, etc.). Chaque chapitre est aisément repérable grâce à une couleur dominante.

Des informations générales sont données dans le texte. Seules les dispositions présentant un intérêt pour les zones humides (au sens de la définition donnée par l'article L. 211-1-I du code de l'environnement) ont été prises en compte, ce qui a l'avantage de ne pas se perdre dans des détails de peu d'intérêt pour le lecteur. Les références aux codes et textes sont citées à la fin de chaque développement (il a été tenu compte de la codification de la partie réglementaire du code de l'environnement qui s'est terminée en 2007). Certaines d'entre elles peuvent le cas échéant être citées en plein texte.

Les informations juridiques sont complétées par des encadrés (focus portant sur des points précis : bilan contentieux, statistiques, etc.), des petits aplats (remarques particulières, exemple). Une bibliographie située à la fin du sujet traité renvoie à des ouvrages récents (ceux signalés par un picto  peuvent être téléchargés en cliquant dessus).

Des schémas, tableaux, cartes et photographies complètent ce guide. Elles sont signalées dans le texte par un renvoi interactif.

Enfin, la table des matières ainsi que les renvois à des pages dans le commentaire sont interactifs : cliquer sur le lien.

Quelle est la fraîcheur des informations ?

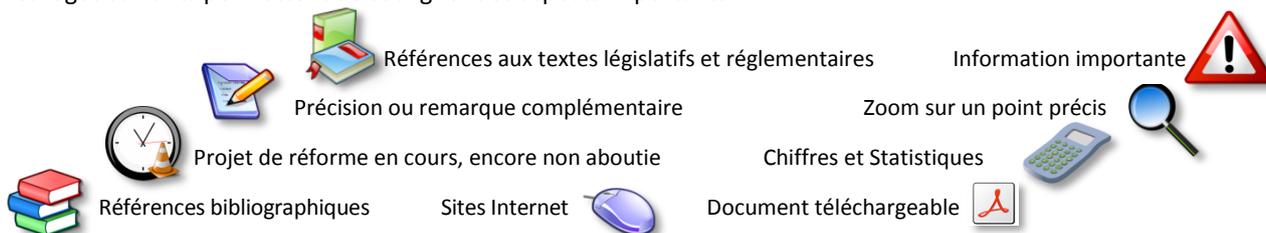
Les références réglementaires et bibliographiques sont à jour jusqu'à fin décembre 2009 prenant notamment en compte les nouveautés issues de la loi Grenelle I du 3 août 2009, et du projet de loi Grenelle II ⁽¹⁾. La jurisprudence est à jour à fin novembre 2009. Les données statistiques sont les dernières publiées en décembre 2009, ce qui n'exclut pas que certaines d'entre elles soient relativement anciennes.

Pour des informations postérieures au guide, le lecteur peut se reporter aux informations réglementaires publiées dans les lettres d'informations publiées par les **pôles relais zones humides** ainsi que sur le nouveau **site portail sur les zones humides** disponible depuis le 1^{er} février 2010. A cette date, l'ancien site portail sur les zones humides de l'IFEN (SOeS), qui publiait notamment des lettres d'actualité juridique, sera supprimé.

(1) Il a également été tenu compte des modifications apportées à l'arrêté du 24 juin 2008 sur la définition et la délimitation des zones humides par un arrêté du 1^{er} octobre 2009 (JO, 3 nov.) et à sa circulaire du 25 juin 2008 remplacée par un projet de circulaire (non publiée à ce jour), ainsi qu'à la circulaire Ramsar du 24 décembre 2009 (non encore publiée).

Lecture des logos

Les logos suivants permettent de souligner des aspects importants :



Abréviations

Textes

▪ **ann.** : annexe ▪ **art.** : article ▪ **Règl.** : Règlement européen ▪ **Dir.** : Directive européenne ▪ **L.** : Loi ▪ **Ord.** : Ordonnance ▪ **D.-L.** : Décret-Loi ▪ **D.** : Décret ▪ **Arr.** : Arrêté ▪ **Circ.** : Circulaire ▪ **Instr.** : Instruction ▪ **Conv.** : Convention ▪ **rubr.** : rubrique

Codes

▪ **C. dom. État** : Code du domaine de l'État ▪ **CDPF** : Code du domaine public fluvial ▪ **C. douanes** : Code des douanes
▪ **C. envir.** : Code de l'environnement ▪ **C. expro.** : Code de l'expropriation ▪ **C. for.** : Code forestier ▪ **CGCT** : Code général des collectivités territoriales ▪ **CGI** : Code général des impôts ▪ **CGPPP** : Code général de la propriété des personnes publiques ▪ **C. patrim.** : Code du patrimoine ▪ **C. rur.** : C. rural ▪ **C. urb.** : Code de l'urbanisme

Cours et tribunaux

▪ **CA** : Cour d'appel ▪ **CAA** : Cour administrative d'appel ▪ **Cass. Civ.** : Cour de cassation, chambre civile ▪ **Cass. Crim.** : Cour de cassation, chambre criminelle ▪ **CE** : Conseil d'État ▪ **TA** : Tribunal administratif ▪ **T. corr.** : Tribunal correctionnel ▪ **TGI** : Tribunal de Grande Instance ▪ **Trib. Confl.** : Tribunal des conflits

Autres abréviations

D : Dalloz ▪ **Dr. Envir.** : Droit de l'environnement ▪ **RJE** : Revue juridique de l'environnement



Rubanier érigé. Photo : Olivier CIZEL

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Préface | iv |
| Les SDAGE de Rhône Méditerranée et de Corse et les zones humides | v |
| Avertissements | x |
| Table des matières | xii |
| Introduction. - Histoire du droit des zones humides : de leur suppression à leur reconnaissance | 1 |
| § 1. - Histoire des textes d'assèchement des zones humides | 1 |
| Encadré 1. - Drainage des zones humides | 4 |
| § 2. - Reconnaissance politique et juridique des zones humides | 7 |
| Encadré 2. - Plan national d'action sur les zones humides du 22 mars 1995 | 8 |
| | |
| Chapitre 1. – Définition et délimitation des zones humides | 11 |
| | |
| Section 1. - Définition et critères de définition des zones humides | 12 |
| § 1. - Définition des zones humides | 12 |
| Encadré 1. - Origine de la définition donnée par la loi sur l'eau de 1992 | 12 |
| Encadré 2. - Qualification de zone humide par le juge | 13 |
| § 2. – Critères relatifs à la définition des zones humides | 15 |
| <i>A/ Critère relatif à l'hydromorphie des sols</i> | 15 |
| 1. - Liste des sols à prendre en compte | 15 |
| 2. – Méthode d'identification des sols | 18 |
| 3. – Caractères d'un sol humide | 18 |
| 4. – Champ d'application du critère sols par type de zones humides | 19 |
| <i>B/ Critère relatif aux plantes hygrophiles</i> | 19 |
| 1. – Identification des plantes hygrophiles | 19 |
| a) La vérification de la présence d'espèces végétales des zones humides indicatrices des zones humides | 19 |
| b) La vérification des habitats caractéristiques des zones humides | 19 |
| 2. – Méthode de détermination des plantes | 20 |
| a) Pour les espèces végétales caractéristiques des zones humides | 20 |
| b) Pour les habitats caractéristiques des zones humides | 20 |
| 3. – Champs d'application du critère aux plantes | 20 |
| <i>C/ Autres paramètres facultatifs</i> | 21 |
| 1. - Caractère naturel ou artificiel de la zone humide | 21 |
| 2. - Caractère exploité ou non de la zone humide | 21 |
| 3. - Caractère des eaux | 21 |
| 4. – Espèces animales | 21 |
| § 3. - Problèmes liés à la définition | 22 |
| <i>A/ Les plans d'eau et lagunes</i> | 22 |
| <i>B/ La profondeur de l'eau</i> | 22 |
| | |
| Section 2. - Délimitation et critères de délimitation des zones humides | 23 |
| § 1. – Champ d'application de la méthode de délimitation | 23 |
| § 2. – Cadre méthodologique de la délimitation | 23 |
| <i>A / Délimitation par cartographie ou données</i> | 24 |
| <i>B / Délimitation par relevés sur le terrain</i> | 25 |
| § 3. – Procédure administrative de réalisation de la délimitation | 25 |
| <i>A / Procédure</i> | 25 |
| <i>B/ Effets</i> | 27 |
| | |
| Conclusion | 27 |

| | |
|---|-----------|
| Chapitre 2. – Connaissance des zones humides | 31 |
| Section 1. – Statistiques sur les zones humides | 32 |
| § 1. – Superficie des zones humides | 32 |
| <i>A/ Zones humides d'intérêt écologique</i> | 33 |
| <i>B/ Les zones humides d'importance majeure</i> | 33 |
| Encadré 1. – Les zones humides d'importance majeure | 33 |
| <i>C/ Zones humides du bassin-versant de Rhône- Méditerranée-Corse</i> | 38 |
| § 2. – Superficie par catégories de zones humides | 39 |
| <i>A/ Prairies humides</i> | 39 |
| <i>B / Roselières</i> | 40 |
| <i>C/ Tourbières</i> | 40 |
| <i>D / Mares</i> | 41 |
| <i>E/ Plans d'eau et lagunes</i> | 41 |
| <i>F / Mangroves</i> | 42 |
| <i>G / Récifs de coraux</i> | 42 |
| Encadré 2. – Les zones humides dans le monde | 43 |
| Section 2. – Statistiques sur l'évolution des zones humides d'importance majeure | 45 |
| § 1. - L'occupation des sols dans les zones humides d'importance majeure | 45 |
| § 2. - Évolution des zones humides d'importance majeure en métropole | 47 |
| § 3. - Évolution en outre-mer | 47 |
| Section 3. – Inventaires de zones humides | 48 |
| § 1. – <i>Inventaires nationaux applicables aux zones humides</i> | 48 |
| <i>A/ Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique</i> | 49 |
| 1. – <i>Présentation des ZNIEFF</i> | 49 |
| Encadré 3. – <i>ZNIEFF et zones humides</i> | 50 |
| 2. – <i>Conséquences juridiques des ZNIEFF à l'égard des zones humides</i> | 52 |
| Encadré 4. – <i>le juge, les ZNIEFF et les zones humides</i> | 53 |
| <i>B / Zones importantes pour la conservation des oiseaux</i> | 52 |
| <i>C / Proposition de sites d'intérêt communautaire</i> | 52 |
| § 2. – <i>Cadre juridique des inventaires locaux de zones humides</i> | 54 |
| <i>A/ Inventaire de zones humides à l'échelle d'un bassin-versant ou d'un sous-bassin</i> | 54 |
| 1. – <i>Inventaire dans le cadre des SDAGE</i> | 54 |
| 2. – <i>Inventaire des zones humides dans le cadre des SAGE</i> | 55 |
| <i>B/ Inventaire départemental du patrimoine naturel</i> | 56 |
| Encadré 5. – <i>Exemples d'inventaires de zones humides en Rhône-Alpes</i> | 57 |
| <i>C / Inventaires municipaux des zones humides</i> | 56 |
| 1. – <i>Inventaire dans le cadre de la loi Littoral</i> | 56 |
| 2. – <i>Inventaire dans le cadre de l'exonération de la TFPNB</i> | 56 |
| Section 4. - Typologie de zones humides | 59 |
| § 1. – <i>Typologies générales englobant les zones humides</i> | 59 |
| 1. – <i>Corine Land cover</i> | 59 |
| 2. – <i>Corine Biotope</i> | 59 |
| 3. – <i>Directive Habitats</i> | 60 |
| § 2. – <i>Typologies spécifiques aux zones humides</i> | 60 |
| 1. – <i>ONZH</i> | 60 |
| 2. – <i>SDAGE</i> | 60 |
| 3. – <i>Convention de Ramsar</i> | 60 |
| Conclusion | 63 |

| | |
|---|-----------|
| Chapitre 3. – Administration des zones humides | 65 |
| Section 1. – Administration centralisée | 66 |
| § 1. – Administrations de l'État | 66 |
| 1. - Ministère de l'écologie | 66 |
| 2. - Conseil général de l'environnement et du développement durable | 66 |
| 3. - Inspection des affaires maritimes | 68 |
| 4. - Directions du ministère de l'écologie | 68 |
| 5. - Autres ministères | 69 |
| 6. - Mise à disposition du ministère de l'écologie de certains ministères | 69 |
| 7. - Établissements publics sous tutelle du ministère de l'écologie | 69 |
| § 2. – Administrations spécifiquement compétentes en matière de zones humides | 69 |
| 1. - Observatoire national des zones humides (ONZH) | 69 |
| 2. - Pôles relais zones humides | 70 |
| 3. - Groupe d'experts Zones Humides | 70 |
| Section 2. – Administrations déconcentrées de l'État à l'échelon régional | 71 |
| § 1. – Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement | 71 |
| § 2. – Directions régionales de l'environnement | 72 |
| § 3. – Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt | 72 |
| § 4. - Pôles régionaux et fusion DIREN/DRIRE | 73 |
| Section 3. – Administrations déconcentrées de l'État à l'échelon départemental | 73 |
| § 1. – Le préfet | 73 |
| § 2. - Les Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) | 73 |
| § 3. - Les autres directions | 74 |
| § 4. – Mise en place d'un guichet unique départemental dans le domaine de l'eau | 74 |
| § 5. - Fusion des DDAF et des DDE en DDT | 74 |
| § 6. - Missions et délégations interservices | 75 |
| 1. – Missions inter-services de l'eau (MISE) | 75 |
| 2. – Délégations interservices | 76 |
| 3. – Missions interdépartementales | 76 |
| Section 4. – Organisation administrative à l'échelon du bassin et sous-bassin | 76 |
| § 1. – Structures nationales | 76 |
| 1. - Ministère de l'écologie | 76 |
| 2. - L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) | 76 |
| 3. - Comité national de l'eau | 76 |
| 4. - Mission interministérielle de l'eau | 77 |
| § 2. - Préfet coordonnateur de bassin | 77 |
| § 3. - Commission administrative de bassin | 77 |
| § 4. - Directeur régional de l'environnement délégué de bassin | 77 |
| § 5. - Agences de l'eau | 78 |
| § 6. - Le Comité de bassin | 78 |
| § 7. - La Commission technique des zones humides (bassin RMC / 1996-2009) | 78 |
| § 8. - La Commission locale de l'eau | 79 |
| § 9. - Le comité de rivière ou de baie | 79 |
| Section 5. – Administration décentralisée | 79 |
| § 1. – Les collectivités locales | 79 |
| 1. - Travaux sur les milieux aquatiques entrepris dans le cadre du code rural | 79 |
| 2. - Travaux d'intérêt général entrepris dans le cadre du code de l'environnement | 80 |
| 3. - Politique des espaces naturels sensibles des départements | 80 |
| 4. - Autres compétences | 81 |

| | |
|--|------------|
| § 2. – Les syndicats mixtes | 81 |
| § 3. – Les établissements publics locaux | 81 |
| 1. – Établissements publics territoriaux de bassin | 81 |
| 2. – Agences de l'eau | 82 |
| 3. – Associations syndicales de propriétaires | 82 |
| Section 6. – Associations / fondations | 84 |
| Conclusion | 84 |
| | |
| Chapitre 4. – Protections réglementaires des zones humides | 85 |
| | |
| Section 1. – Aperçu général | 86 |
| § 1. – Bilan par type d'instrument | 86 |
| Encadré 1. – Limites des outils de protection des zones humides | 88 |
| § 2. – Zoom sur les protections appliquées aux zones humides d'importance majeure | 88 |
| Encadré 2. – Exemple de protection des prairies et des roselières | 92 |
| § 3. – Évolution de la protection des zones humides d'importance majeure | 92 |
| § 4. – Protection des zones humides dans les DOM-TOM | 94 |
| 1. – Départements d'outre-mer (DOM) | 94 |
| 2. – Collectivités d'outre-mer (COM) | 95 |
| 3. – Autres collectivités d'outre-mer à statut particulier | 95 |
| | |
| Section 2. – Instruments réglementaires de portée générale | 96 |
| § 1. – Parcs nationaux (PN) | 96 |
| A/ Champ d'application | 96 |
| B/ Règles de protection applicables | 96 |
| 1. – Principes | 97 |
| 2. – Exceptions | 98 |
| C/ Gestion du parc national | 98 |
| D/ Sanctions | 98 |
| Encadré 3. – Parcs nationaux et zones humides | 99 |
| § 2. – Les Réserves naturelles | 100 |
| A / Réserves naturelles nationales (RNN) | 100 |
| 1. – Champ d'application | 100 |
| 2. – Création | 100 |
| 3. – Réglementation | 100 |
| 4. – Gestion | 101 |
| 5. – Sanction et indemnisation | 101 |
| Encadré 4. – Réserves naturelles nationales et zones humides | 102 |
| Encadré 5. – Faune et flore dans les zones humides des réserves naturelles | 106 |
| B/ Réserves naturelles régionales et réserves naturelles de Corse | 107 |
| 1. – Les réserves naturelles régionales (RNR) | 107 |
| 2. – Les réserves naturelles de Corse | 108 |
| Encadré 6. – Contrôle du juge sur la création et la réglementation des réserves naturelles | 111 |
| § 3. – Arrêtés de protection des biotopes (APB) | 112 |
| A / Champ d'application | 112 |
| B / Réglementation | 113 |
| C / Gestion | 113 |
| D/ Sanction et indemnisation | 113 |
| Encadré 7. – Arrêtés de biotope et zones humides | 115 |
| Encadré 8. – Contrôle du juge sur les arrêtés de biotope en zone humide | 116 |
| § 4. – Sites inscrits et classés (pour mémoire) | 115 |

| | |
|---|------------|
| Section 3. – Instruments de protection à objet particulier | 119 |
| § 1. – <i>Les réserves de chasse (RC)</i> | |
| A. – <i>Réserves nationales et départementales de chasse et de faune sauvage (RNCFS et RDCFS)</i> | 119 |
| 1. – <i>Objectifs de protection</i> | 119 |
| 2. – <i>Protection applicable</i> | 119 |
| Encadré 9. – <i>Protection des zones humides par les réserves nationales et départementales de chasse</i> | 120 |
| B. – <i>Réserves des associations communales de chasse agréées (ACCA)</i> | 119 |
| Encadré 10. – <i>Bilan provisoire des zones humides protégées dans les réserves de chasse</i> | 121 |
| § 2. – <i>Les réserves de pêche (RP)</i> | 123 |
| § 3. – <i>Les réserves biologiques (RB)</i> | 123 |
| Encadré 11. – <i>Intérêt des réserves biologiques pour les zones humides</i> | 124 |
| § 3. – <i>Les forêts de protection</i> | 127 |
| § 4. – <i>Les parcs naturels marins</i> | 127 |
| Conclusion | 128 |
| | |
| Chapitre 5. – Protections foncières des zones humides | 129 |
| | |
| Section 1. – Outils d'acquisition foncière | 130 |
| § 1. – <i>Le Conservatoire du littoral</i> | 130 |
| A / <i>Champ géographique de l'action du conservatoire du Littoral</i> | 130 |
| Encadré 1. – <i>Bilan statistique du patrimoine du Conservatoire du littoral</i> | 131 |
| Encadré 2. – <i>Les zones humides du Conservatoire du littoral</i> | 133 |
| B / <i>Compétence du Conservatoire</i> | 134 |
| 1. – <i>Acquisition des sites</i> | 134 |
| 2. – <i>Attribution et affectation du domaine public</i> | 135 |
| 3. – <i>Gestion des terrains acquis ou affectés</i> | 135 |
| 4. – <i>Contrôles</i> | 135 |
| 5. – <i>Avis</i> | 135 |
| Encadré 3. – <i>Contrôle du juge sur l'expropriation de zones humides par le Conservatoire du littoral</i> | 136 |
| § 2. – <i>Les conservatoires régionaux des espaces naturels (CREN)</i> | 137 |
| A / <i>Présentation des CREN</i> | 137 |
| Encadré 4. – <i>Statistiques sur les Conservatoires régionaux d'espaces naturels</i> | 138 |
| B / <i>Action des CREN en faveur des zones humides</i> | 138 |
| 1. – <i>Nombre de zones humides gérées ou/et acquises</i> | 138 |
| 2. – <i>Superficie de zones humides gérées ou/et acquises</i> | 139 |
| 3. – <i>Maîtrise foncière ou d'usage exercée sur les zones humides</i> | 139 |
| 4. – <i>Protections mises en place sur les sites des CREN</i> | 139 |
| Encadré 5. – <i>Autres conservatoires particuliers</i> | 140 |
| § 3. – <i>Autres acquisitions par des organismes publics</i> | 141 |
| A / <i>Acquisition par les départements (ENS)</i> | 141 |
| 1. – <i>Notion d'espaces naturels sensibles</i> | 141 |
| Encadré 6. – <i>Zones humides et espaces naturels sensibles</i> | 142 |
| 2. – <i>Création d'une zone de préemption</i> | 142 |
| 3. – <i>Gestion des sites</i> | 142 |
| B / <i>Acquisition par les agences de l'eau</i> | 143 |
| 1. – <i>Élargissement des compétences des agences de l'eau</i> | 143 |
| 2. – <i>Exigences particulières de l'Agence de l'eau RM&C quant aux clauses incluses dans les actes d'acquisition</i> | 143 |
| Encadré 7. – <i>20 000 hectares de zones humides à acquérir</i> | 144 |
| C / <i>Espaces agricoles et naturels périurbains</i> | 146 |
| D / <i>SAFER</i> | 146 |
| E / <i>Aménagement foncier rural (remembrement)</i> | 147 |
| § 4. – <i>Autres acquisitions par des associations et fondations privées</i> | 148 |
| A / <i>La fondation pour la protection des habitats de la faune sauvage</i> | 148 |
| 1. – <i>Présentation de la Fondation</i> | 148 |
| 2. – <i>Zones humides acquises par la Fondation</i> | 149 |
| B / <i>Associations et fondations nationales</i> | 149 |

| | |
|---|------------|
| Section 2. – Protection des zones humides par le statut foncier | 151 |
| § 1. - Propriété privée des zones humides | 153 |
| A/ Zones humides relevant de la propriété privée | 153 |
| 1. - Zones humides intérieures | 153 |
| a) Les eaux pluviales | 153 |
| Encadré 8. – Aggravation de la servitude d'écoulement de l'eau | 153 |
| b) Les eaux souterraines | 154 |
| c) Les eaux de source | 154 |
| d) Les eaux stagnantes | 154 |
| Encadré 9. – Présomption de propriété des eaux stagnantes | 155 |
| e) Les canaux | 156 |
| 2. - Les cours d'eau non domaniaux | 156 |
| Encadré 10. – Précisions sur les notions de lit, d'alluvions, de relais et d'alvusions | 157 |
| 3. – Servitudes de libre passage le long des cours d'eau non domaniaux | 157 |
| B / Propriétés collectives | 158 |
| 1. – Zones humides indivises | 158 |
| 2. – Zones humides communes ou collectives | 158 |
| 3. – Zones humides mitoyennes | 159 |
| 4. – Zones humides en copropriété | 159 |
| § 2. - Propriété publique | 160 |
| A/ Zones humides du domaine public fluvial | 160 |
| 1. - Cours d'eaux et plans d'eaux domaniaux | 160 |
| 2. - Berges des cours d'eau et débordements | 161 |
| 3. - Alluvions, relais, atterrissements, îles | 162 |
| 4. - Annexes des cours d'eau | 162 |
| 5. - Eaux stagnantes des DOM | 162 |
| Encadré 11. – Délimitation du domaine public fluvial et maritime | 163 |
| B/ Zones humides du domaine public maritime | 164 |
| 1. - Sol et sous-sol de la mer | 164 |
| 2. - Rivages de la mer | 165 |
| 3. - Lais et relais de la mer | 167 |
| 4. - Sol et sous-sol des étangs salés rattachés à la mer | 167 |
| Encadré 12. - Domanialité publique des étangs en communication avec la mer | 168 |
| C/ Zones humides du domaine public artificiel | 170 |
| D/ Autres cas d'incorporations au domaine public | 170 |
| 1. - Incorporation par un phénomène naturel | 170 |
| 2. - Incorporation par l'affectation à un service public ou à l'usage du public | 171 |
| 3. - Incorporation par la théorie de l'accessoire | 171 |
| § 3. – Protection attachée à la propriété publique | 171 |
| A/ Protection du domaine public | 171 |
| 1. – Inaliénabilité et imprescriptibilité du domaine public | 171 |
| 2 – Respect de l'intégrité du domaine public | 171 |
| 3. - Utilisation conforme du domaine public | 172 |
| 4. – Protection du domaine et contravention de grande voirie et autres | 173 |
| a) L'obligation de dresser une CGV en cas d'atteinte au DPF ou au DPM | 173 |
| b) Champ d'application de la CGV | 173 |
| Encadré 13. - Champ d'application de la CGV sur le DPM et le DPF | 173 |
| c) Exemples d'atteintes constitutives de CGV | 174 |
| Encadré 14. – Exemples d'atteintes passibles de CGV | 175 |
| d) Sanction de l'atteinte au domaine public | 176 |
| 5. – Servitudes en bordure du domaine public | 176 |
| a) Servitudes bordant le domaine public maritime | 176 |
| b) Servitudes bordant le domaine public fluvial | 177 |
| B/ Utilisation du domaine public | 177 |
| 1. – Principe d'autorisation d'occupation temporaire et concession | 177 |
| 2. – Dispositions particulières aux concessions d'endigage | 177 |
| 3. – Dispositions particulières aux concessions de plage | 178 |

| | |
|---|------------|
| 4. – Dispositions particulières aux concessions portuaires (pour mémoire) | 179 |
| 5. - Soumission à étude d'impact ou à enquête publique de certains usages sur le domaine public | 179 |
| § 4. - Zones humides du domaine privé de l'État et des collectivités locales | 179 |
| Conclusion | 179 |
| | |
| Chapitre 6. – Protection contractuelle des zones humides | 181 |
| | |
| Section 1. – Les parcs naturels régionaux (PNR) | 182 |
| § 1. – Objectifs | 182 |
| Encadré 1. – Zones humides et PNR | 184 |
| § 2. – Charte du parc naturel régional | 184 |
| § 3. – Exemples de difficultés liées à la charte | 185 |
| 1. – L'échec du projet de relabellisation du parc naturel régional du marais Poitevin | 185 |
| 2. – Renouveau de la charte du parc naturel régional de Camargue | 186 |
| Encadré 2. – Effets des chartes des PNR sur les zones humides | 189 |
| § 4. – Gestion du parc naturel régional | 189 |
| | |
| Section 2. – Contrats de milieux et contrats de pays | 190 |
| § 1. – Contrats de rivières | 190 |
| §. 2. – Contrats de pays | 192 |
| | |
| Section 3. – Contrats et chartes Natura 2000 | 192 |
| § 1. – Contrats Natura 2000 | 192 |
| § 2. – Chartes Natura 2000 | 193 |
| | |
| Section 4. – Baux ruraux | 193 |
| § 1. – Insertion de clauses environnementales | 193 |
| § 2 – Prescriptions imposées au preneur dans certaines zones | 194 |
| § 3. – Mauvaise exploitation du fonds loué | 194 |
| § 4. – Travaux soumis à accord du bailleur ou du préfet | 195 |
| 1. - Travaux soumis à l'autorisation du bailleur | 195 |
| 2. - Travaux soumis à l'autorisation du préfet | 195 |
| | |
| Section 5. – Autres conventions | 195 |
| § 1. - Conventions de gestion des sites | 195 |
| § 2. – Refuges (réserves libres) | 196 |
| § 3. – Contrats et chartes particulières aux agences de l'eau | 196 |
| 1. - Contrats agences de l'eau – collectivités locales | 196 |
| 2. - Charte pour les zones humides RMC | 196 |
| § 4. – Mesures agroenvironnementales | 198 |
| | |
| Section 6. – Label écologique et appellations d'origine | 198 |
| § 1. – Label écologique | 198 |
| § 2. – Appellations d'origine | 198 |
| | |
| Conclusion | 199 |

Chapitre 7. - Protection européenne et internationale des zones humides 201

Section 1. – Instruments internationaux de protection des zones humides 202

| | |
|--|------------|
| § 1. – Convention de Ramsar | 202 |
| 1. – Définition des zones humides | 203 |
| 2. – Critères de désignation des zones humides d'importance internationale | 204 |
| Encadré 1. – La France et la désignation des sites Ramsar | 204 |
| 3. – Obligations résultant de la convention | 208 |
| 4. – Désignation et gestion des sites en France | 208 |
| Encadré 2. – La protection des sites Ramsar en France | 209 |
| Encadré 3. – Contributeurs de la Convention de Ramsar en France | 211 |
| 5. - Journée mondiale des zones humides | 211 |
| § 2. - Réserves de biosphère | 213 |
| § 3. - Conventions internationales | 213 |
| 1. – Cours d'eau transfrontière et lacs internationaux | 213 |
| 2. – Lutte contre la pollution du Rhin | 214 |
| 3. – Droit de la mer | 214 |
| 4. – Aires spécialement protégées et diversité biologique en Méditerranée | 214 |
| Encadré 4. - Exemples d'organismes transfrontaliers de gestion des zones humides | 215 |

Section 2. – Instruments européens de protection des zones humides 217

| | |
|--|------------|
| § 1. – Réseau Natura 2000 | 217 |
| A/ Zones de protection spéciales (ZPS) de la directive Oiseaux | 217 |
| 1. – Contenu de la Directive Oiseaux de 1979 | 217 |
| 2. – Transcription par la France | 217 |
| Encadré 5. - Appréciation par la Cour de Justice de la désignation de zones humides en ZPS | 219 |
| Encadré 6. - Contrôle du juge sur les travaux dans les habitats humides désignés en site Natura 2000 | 220 |
| B/ Zones spéciales de conservation (ZSC) | 221 |
| 1. – Contenu de la Directive Habitats | 221 |
| 2. – État de la désignation des sites en France | 222 |
| Encadré 7. – Désignation des SIC abritant des Habitats humides en France | 223 |
| C/ Mise en œuvre du réseau Natura 2000 | 228 |
| Encadré 8. - Bilan de l'état des habitats humides du réseau Natura 2000 | 229 |
| § 2. – Labels européens | 230 |
| 1. - Réserves biogénétiques | 230 |
| 2. – Diplôme européen | 231 |
| 3. – Réseaux européens | 231 |
| a) Réseau écologique paneuropéen | 231 |
| b) Réseau Émeraude | 232 |

Conclusion 232

Chapitre 8. – Protection des espèces des zones humides 233

Section 1. – Stratégies pour la biodiversité 234

| | |
|---|-----|
| Encadré 1. - Le plan national d'action pour les récifs coralliens | 237 |
| Encadré 2. - Convention sur la diversité biologique | 237 |

Section 2. – État de santé des espèces menacées 238

| | |
|---|------------|
| § 1. – Liste rouge internationale de l'UICN | 238 |
| § 2. – Inventaire national de la faune menacée en France | 239 |
| § 3. – Bilan de l'état de conservation des espèces animales dans le cadre de la directive Habitats | 239 |
| Encadré 3. - Convention de Berne sur la vie sauvage et le milieu naturel en Europe | 240 |
| Encadré 4. - Convention de Bonn sur les espèces migratrices | 240 |

| | |
|--|------------|
| § 4. – Listes rouges nationales de la faune menacée | 242 |
| 1. - Mammifères de France métropolitaine | 242 |
| 2. - Oiseaux nicheurs de France métropolitaine | 242 |
| 3. – Reptiles et amphibiens de France métropolitaine | 244 |
| 4. – Poissons d'eau douce de France métropolitaine | 245 |
| § 5. – État de la flore des zones humides | 245 |
| Encadré 5. - Plans nationaux d'action pour les espèces menacées | 248 |
| | |
| Section 3. – Les espèces protégées | 248 |
| § 1. – Les espèces animales non domestiques protégées | 249 |
| A / Contenu de la protection | 249 |
| B / Bilan de la protection | 250 |
| Encadré 6. - Convention de Washington | 250 |
| 1. – Vertébrés | 251 |
| Encadré 7. - Péril aviaire en bordure des aéroports | 252 |
| 2. – Invertébrés | 253 |
| Encadré 8. - Contrôle du juge sur la destruction d'espèces animales de zones humides protégées | 254 |
| § 2. – Les espèces végétales protégées | 255 |
| 1. – Protection nationale des plantes terrestres | 255 |
| 2. – Protection nationale des plantes marines | 256 |
| 3 – Protection régionale des plantes | 256 |
| 4. – Protection départementale des plantes | 256 |
| 5. – Autres protections des plantes | 256 |
| Encadré 9. - Conservatoires botaniques | 256 |
| Encadré 10. – Contrôle du juge sur la destruction de plantes protégées | 257 |
| § 3. – Les dérogations à la protection des espèces animales | 258 |
| Encadré 11 - Régulation du Grand cormoran et du goéland argenté | 259 |
| Encadré 12. - Indemnisation des dégâts causés par les espèces protégées | 261 |
| | |
| Section 4. – La lutte contre les espèces exotiques | 262 |
| § 1. – Les espèces exotiques relevant du régime général | 262 |
| 1. - Principe d'interdiction des introductions d'espèces exotiques | 262 |
| 2. - Exception : autorisations exceptionnelles d'introduction | 263 |
| Encadré 13. – L'Europe et les espèces exotiques | 263 |
| 3. - Destruction et capture d'espèces introduites | 264 |
| 4. - Sanctions pénales | 264 |
| Encadré 14. - Bilan d'introduction des espèces exotiques en France et moyens de lutte utilisés | 265 |
| § 2. – Les espèces exotiques relevant du droit de la pêche | 266 |
| 1. - Champ d'application | 266 |
| 2. - Liste d'espèces provoquant des déséquilibres | 266 |
| 3. - Liste d'espèces non représentées | 266 |
| 4. - Dispositif pénal | 266 |
| § 3. – Les espèces exotiques classées nuisibles | 268 |
| 1. - Classement des espèces nuisibles | 268 |
| Encadré 15. - Expansion et dégâts du sanglier | 268 |
| 2. - Mesures spécifiques aux ragondins et rats-musqués | 269 |
| Encadré 16. – Utilisation de la Bromadiolone | 270 |
| § 4. – Les espèces exotiques protégées | 270 |
| | |
| Section 5. – Chasse du gibier d'eau | 271 |
| § 1. - Les espèces chassables | 271 |
| § 2. – Les modes de chasse autorisés | 272 |
| Encadré 17. – Les appelants | 272 |
| § 3. - Les zones de chasse | 272 |
| 1. - Zones où la chasse est autorisée | 272 |
| 2. - Zones où la chasse est interdite | 273 |
| Encadré 18. – Confusion entre espèces de gibiers et espèces protégées | 273 |

| | |
|---|------------|
| Encadré 19. – Spécificités de la chasse sur le domaine public fluvial et maritime | 274 |
| § 4. - Le temps de chasse | 274 |
| 1. - Dates d'ouverture et de fermeture | 274 |
| Encadré 20. – Clôture du contentieux sur les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse au gibier d'eau | 276 |
| 2 - Spécificité de la chasse de nuit | 277 |
| Encadré 21. – Les installations de chasse | 278 |
| § 5. – La gestion cynégétique | 279 |
| 1. – Orientations régionales de gestion de la faune sauvage et de ses habitats | 279 |
| 2. – Schéma départemental de gestion cynégétique | 279 |
| 3. – Plan de gestion cynégétique | 279 |
| 4. – Plan de chasse et prélèvement maximal autorisé | 280 |
| Encadré 22. – Études et recherches des acteurs cynégétiques sur les oiseaux d'eau | 280 |
| | |
| Section 6. - Réglementation applicable aux espèces piscicoles migratrices | 281 |
| | |
| Conclusion | 281 |
| | |
| Chapitre 9. - Protection des sites et des paysages | 283 |
| | |
| Section 1. - Protection des sites et monuments naturels | 284 |
| § 1. – Notion de sites et monuments | 284 |
| Encadré 1. – Reconnaissance jurisprudentielle des « sites humides » | 284 |
| Encadré 2. - Les sites classés et les zones humides | 288 |
| | |
| § 2. – Les sites classés | 289 |
| Encadré 3. - Théorie de l'écrin et du joyau pour les sites | 290 |
| Encadré 4. - Les opérations « Grand site » et le label « Grand site de France » | 292 |
| | |
| § 3. – Les sites inscrits | 293 |
| Encadré 5. - Travaux d'exploitation courant des fonds ruraux | 293 |
| | |
| Section 2. - Protection des paysages | 294 |
| § 1 – Directives paysagères | 294 |
| Encadré 6. – Outils de connaissance du paysage | 295 |
| | |
| § 2. – Monuments historiques | 295 |
| Encadré 7. - Annulation de travaux de remblaiement non autorisés aux abords d'un monument historique | 296 |
| | |
| § 3. – Convention sur le patrimoine mondial | 297 |
| Encadré 8. - Zones humides et Convention sur le patrimoine mondial | 297 |
| | |
| Conclusion | 299 |
| | |
| Chapitre 10. – Régulation des activités humaines dans les zones humides | 301 |
| | |
| Section 1. – Régulation des activités liées à l'eau | 302 |
| § 1. – Police de l'eau | 302 |
| A / Nomenclature sur l'eau | 302 |
| B / Rubriques concernant spécifiquement les zones humides | 306 |
| 1. - Assèchement et remblaiement des zones humides | 306 |
| 2. - Création d'un réseau de drainage | 307 |
| 3. - Remblaiement en lit majeur | 307 |
| 4. - Destruction de frayères | 307 |
| 5. - Création de plans d'eau | 308 |
| 6. - Autres rubriques | 308 |
| C / Contenu de la procédure | 308 |
| 1. – Contenu du dossier et instruction | 308 |

| | |
|---|------------|
| 2. – La délivrance de l'autorisation | 309 |
| 3. – Pouvoirs du préfet | 310 |
| Encadré 1. – Précisions sur les pouvoirs du préfet en matière de police de l'eau | 311 |
| D/ Bilan du dispositif | 312 |
| 1. – Faible mise en œuvre du dispositif | 312 |
| 2. – L'efficacité limitée du dispositif | 313 |
| § 2. – Sanctions administratives et pénales relatives à la police de l'eau | 314 |
| A / Contrôles | 314 |
| B / Sanctions administratives | 315 |
| C / Sanctions pénales et répression | 315 |
| 1. – Sanctions | 315 |
| a) Travaux réalisés sans autorisation ou déclaration | 315 |
| Encadré 2. – Répression pénale des travaux illégaux en zones humides | 316 |
| b) Pollution d'une zone humide | 317 |
| c) Abandon de déchets en zone humide | 317 |
| Encadré 3. – Remise en état d'une zone humide prononcée par le juge pénal | 318 |
| 2. – Répression | 318 |
| a) Procès-verbaux | 318 |
| b) Poursuites | 318 |
| § 3. – Ouvrages hydrauliques | 319 |
| A / Barrages | 319 |
| 1. – Création et exploitation | 320 |
| 2. – Sécurité des ouvrages | 320 |
| B/ Ouvrages hydroélectriques | 320 |
| C / Dignes | 321 |
| § 4. – Pollution des eaux | 322 |
| A/ Objectifs de qualité des eaux | 323 |
| B/ Programme d'action contre la pollution par certaines substances dangereuses | 324 |
| C/ Produits phytosanitaires dans les eaux | 325 |
| D/ Assainissement | 326 |
| § 5. – Police des cours d'eaux | 326 |
| A / Entretien des cours d'eau | 326 |
| 1. – Entretien des cours d'eau non domaniaux | 326 |
| 2. – Entretien des cours d'eau domaniaux | 328 |
| B/ Navigation et sports nautiques | 328 |
| 1. – La navigation | 328 |
| 2. – La circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés | 328 |
| 3. – La pratique des sports nautiques motorisés | 328 |
| 4. – La circulation des engins sur le littoral | 329 |
| § 6. – Police des mares et des étangs | 329 |
| | |
| Section 2. – Régulation des loisirs | 330 |
| § 1. – Pêche en eau douce | 330 |
| A/ Champ d'application de la pêche en eau douce | 330 |
| Encadré 4. – Les eaux closes | 330 |
| Encadré 5. – Les piscicultures | 332 |
| B / Obligations et autorisations en matière de pêche en eau douce | 334 |
| 1. – Protection et gestion des milieux aquatiques | 334 |
| 2. – Liberté de circulation des poissons migrateurs | 335 |
| 3. – Débit minimal | 335 |
| C / Sanctions | 336 |
| 1. – Pollution des eaux | 336 |
| 2. – Destruction de frayères | 337 |
| 3. – Introduction d'espèces | 337 |
| 4. – Transaction pénale | 337 |
| Encadré 6. – Délit de pollution des eaux | 337 |
| Encadré 7. – Délit de destruction des frayères | 338 |

| | |
|---|------------|
| § 2. – Pêche en estuaire et en zone littorale | 340 |
| <i>A / Pêche des espèces migratrices</i> | 340 |
| <i>B / Pêche maritime à pied professionnelle</i> | 341 |
| <i>C / Pêche maritime à pied de loisirs</i> | 342 |
| <i>D/ Pêche et ramassage des végétaux marins</i> | 342 |
| § 3. – Législation sur la chasse | 343 |
| § 4. – Circulation dans les espaces naturels | 343 |
| <i>A / Circulation dans les espaces terrestres</i> | 343 |
| <i>B / Circulation dans les espaces littoraux et marins</i> | 344 |
| | |
| Section 3. – Régulation des activités forestières | 344 |
| § 1. – Limitation des plantations | 344 |
| 1. – Réglementation des boisements | 344 |
| 2. - Limitation des plantations en bordures des cours d'eau | 345 |
| § 2. – Enfrichement et défrichement | 345 |
| 1. - Lutte contre enfrichement | 345 |
| 2. - Limitation des défrichements | 345 |
| | |
| Section 4. – Régulation des activités polluantes ou sources de nuisances | 346 |
| § 1. – Installations classées | 346 |
| § 2 – Carrières et extractions de matériaux | 348 |
| <i>A / Carrières soumises à la législation sur les installations classées</i> | 348 |
| 1. – Matériaux relevant de la législation des carrières | 349 |
| 2. - Autorisation et déclaration d'exploitation au titre des installations classées | 349 |
| 3. – Distinction des carrières avec les extractions de granulats dans le cadre d'un aménagement | 349 |
| 4. – Soumission à la taxe générale sur les activités polluantes | 350 |
| 5. - Exploitation | 350 |
| Encadré 8. – Compatibilité des autorisations de carrières avec les SDAGE | 350 |
| 6. – Remise en état | 351 |
| Encadré 9. – Contrôle de la délivrance des autorisations de carrières | 352 |
| Encadré 10. - Chartes et partenariats | 354 |
| <i>B/ Extraction en zone littorale ou marine</i> | 354 |
| 1. – Extractions sur le littoral | 354 |
| 2. – Extractions marines | 355 |
| 3. – Extraction en zone de montagne | 355 |
| 4. – Extraction en forêts | 355 |
| 5. – Autres extractions | 356 |
| § 3. - Changements climatiques | 356 |
| <i>A/ Législation nationale</i> | 356 |
| <i>B/ Législation européenne</i> | 357 |
| Encadré 11. - Effets des changements climatiques sur les zones humides | 357 |
| | |
| Section 5. – Régulation des constructions et de l'occupation des sols | 358 |
| § 1. - Règles applicables aux permis de construire et au permis d'aménagement | 359 |
| <i>A/ Permis de construire</i> | 359 |
| <i>B/ Permis d'aménager</i> | 359 |
| Encadré 12. – Exemples de condamnations pour constructions illégales en zones humides | 361 |
| Encadré 13. – Contrôle du juge sur les autorisations de travaux en matière d'urbanisme | 363 |
| Encadré 14. - Construction en zone humide et droits de l'homme | 364 |
| § 2. – Règles générales d'urbanisme | 364 |
| § 3. – Règle de constructibilité limitée | 366 |
| 1. – En l'absence de PLU | 366 |
| 2. – En l'absence de SCOT | 366 |

| | |
|---|------------|
| Section 6. – Régulation des activités liées à la santé publique | 366 |
| § 1. – <i>Mares et étangs insalubres</i> | 366 |
| § 2. – <i>Démoustication</i> | 366 |
| § 3. – <i>Règlement sanitaire départemental</i> | 366 |
| 1. - <i>Présentation</i> | 366 |
| 2. - <i>Article 92 sur les mares</i> | 367 |
| 3. - <i>Article 143 sur les cultures maraîchères</i> | 367 |
| 4. - <i>Art. 159.2.6 sur les boues de curage des plans d'eau, fossés et cours d'eau</i> | 367 |
| § 4. – <i>Pouvoirs de police générale du maire et du préfet</i> | 367 |
| 1. – <i>Pouvoirs de police du maire</i> | 367 |
| 2. – <i>Pouvoirs du préfet</i> | 368 |
| Conclusion | 368 |

Chapitre 11. – Règlementations particulières à certaines zones **370**

Section 1. – Délimitation de zones humides **370**

| | |
|--|-----|
| § 1. - <i>Zones humides pour l'application de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature sur l'eau</i> | 370 |
| § 2. - <i>Zones humides d'intérêt environnemental prioritaire (ZHIEP)</i> | 370 |
| 1. - <i>Définition</i> | 370 |
| 2. - <i>Procédure applicable</i> | 371 |
| 3. - <i>Modalités de délimitation</i> | 372 |
| 4. - <i>Effets</i> | 372 |
| a) <i>Programme d'actions</i> | 373 |
| b) <i>Contraintes résultant du programme d'actions</i> | 373 |
| c) <i>Exonérations fiscales</i> | 373 |
| § 3. - <i>Délimitation de zones stratégiques pour la gestion de l'eau</i> | 374 |
| 1. - <i>Définitions</i> | 374 |
| 2. - <i>Procédure applicable</i> | 374 |
| 3. - <i>Modalités de délimitation</i> | 374 |
| 4. - <i>Effets</i> | 374 |
| a) <i>Possibilité de création de servitudes</i> | 374 |
| b) <i>Effets juridiques de la servitude</i> | 375 |
| c) <i>Autres effets en dehors des zones de servitudes</i> | 375 |

Section 2. – Zones humides littorales **376**

| | |
|--|-----|
| Encadré 1. - <i>Les zones humides littorales</i> | 376 |
| Encadré 2. - <i>Initiatives récentes pour renforcer la protection du littoral</i> | 377 |
| § 1. – <i>Champ d'application de la loi Littoral</i> | 378 |
| § 2. - <i>Espaces remarquables du littoral</i> | 380 |
| 1. – <i>Espaces concernés</i> | 380 |
| Encadré 3. - <i>Contrôle de la qualification d'espace remarquable du littoral par le juge</i> | 381 |
| 2. – <i>Protection applicable</i> | 382 |
| 3. – <i>Aménagements autorisés</i> | 383 |
| Encadré 4. - <i>Contrôle du juge sur les aménagements légers dans les espaces remarquables</i> | 383 |
| § 3. - <i>Bande littorale et rives des grands plans d'eau</i> | 385 |
| 1. – <i>Principe</i> | 385 |
| 2. - <i>Exceptions</i> | 385 |
| § 4. - <i>Espaces proches du rivage ou des rives des grands plans d'eau</i> | 386 |
| 1. – <i>la notion d'espaces proches du rivage</i> | 386 |
| 2. – <i>Notion d'extension limitée de l'urbanisation</i> | 387 |
| a) <i>Extension de l'urbanisation</i> | 387 |
| b) <i>Extension limitée de l'urbanisation</i> | 388 |
| 3. – <i>Règles applicables</i> | 388 |

| | |
|---|------------|
| § 5. - Espaces naturels de l'arrière littoral | 389 |
| 1. - Principe | 389 |
| 2. - Exceptions | 389 |
| § 6. – Coupures vertes | 389 |
| § 7. – Règles particulières à certains aménagements | 390 |
| 1. - Camping | 390 |
| 2. – Routes nouvelles | 390 |
| 3. - Aménagements liés à la sécurité ou à la salubrité publique | 391 |
| § 8. – Règles particulières à certaines zones humides | 391 |
| 1. - Estuaires | 391 |
| 2. - Lacs de plus de 1000 hectares | 392 |
| 3. - Dunes littorales et dépressions marécageuses | 393 |
| 4 - Zones humides des départements d'outre-mer | 393 |
| a) Espaces proches du rivage | 393 |
| b) Bande littorale | 393 |
| | |
| Section 3. – Zones humides de montagne | 395 |
| § 1. – Lacs de montagne | 395 |
| Encadré 5. – Contrôle du juge sur l'urbanisation des plans d'eau de montagne | 395 |
| Encadré 6. - Exemples de tentatives de réduction de protection des lacs | 397 |
| § 2. – Autres dispositions applicables | 398 |
| 1. – Urbanisation en continuité | 398 |
| 2. – Préservation des espaces montagnards caractéristiques | 399 |
| 3. – Préservation des terres agricoles, pastorales et forestières | 399 |
| 4. – UTN | 399 |
| 5. – Prescriptions particulières | 400 |
| 6. – Pêche dans les lacs de montagne | 400 |
| Encadré 7. - La convention Alpine | 400 |
| | |
| Section 4. – Zones inondables | 401 |
| § 1. – Définition des zones inondables | 401 |
| 1. – Lit majeur et espace de mobilité du cours d'eau | 401 |
| 2. - Zone et champ d'expansion des crues | 402 |
| 3. – Zones de rétention des crues | 402 |
| 4. – Zones humides inondables | 402 |
| § 2. - Atlas de zones inondables | 403 |
| § 3. - Zones inondables du PPRN et du POS | 404 |
| § 4. – Zones de rétention des crues et de mobilité des cours d'eau | 404 |
| Encadré 8. - Directive sur les zones inondables | 404 |
| § 5. – Zones d'érosion | 405 |
| | |
| Section 5. – Zones liées aux prélèvements d'eau | 405 |
| § 1. - Périmètre de protection des captages | 405 |
| § 2. – Zones de protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable | 407 |
| § 3. - Forages privés | 407 |
| § 4. - Zones de restriction d'eau | 408 |
| | |
| Section 6. – Zones liées à la pollution de l'eau et à l'assainissement | 409 |
| § 1. - Zones d'assainissement | 409 |
| Encadré 9. - Lagunage et filtres à roseaux | 410 |
| Encadré 10. - Éléments de doctrine pour des « Infrastructures Humides Artificielles (IHA) » en Rhône-Méditerranée et en Corse | 411 |
| § 2. - Zones sensibles à la pollution | 413 |
| § 3. - Zones vulnérables et prioritaires Nitrates | 413 |

| | |
|---|------------|
| Section 7. – Zones forestières | 414 |
| Section 8. – Zones ostréicoles et conchylicoles | 414 |
| 1. – Aspects administratifs | 415 |
| 2. – Aspects sanitaires | 416 |
| Section 9. – Zones de démoustication | 417 |
| 1. – Délimitation des zones de lutte | 418 |
| 2. – Moyens d'épandage et produits utilisés | 418 |
| Section 10. – Zones délimitées en espaces naturels sensibles | 419 |
| Conclusion | 419 |
| | |
| Chapitre 12. – Outils de planification applicables aux zones humides | 422 |
| | |
| Section 1. – Planification de l'eau | 422 |
| § 1. – La directive-cadre sur l'eau et les zones humides | 422 |
| 1. – Objectifs généraux de la directive | 422 |
| 2. – Objectif de bon état | 422 |
| Encadré 1. – Directive-cadre sur l'eau et zones humides | 422 |
| 3. – Mesures devant être prises | 423 |
| 4. – Echancier | 423 |
| § 2. – SDAGE | 424 |
| A / Mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau en France. Éléments concernant les zones humides | 424 |
| 1. – Délimitation des districts géographiques | 424 |
| 2. – Identification des masses d'eau | 425 |
| 3. – Registre des zones protégées | 426 |
| 4. – État des lieux | 426 |
| 5. – Programme de surveillance et programme de mesures | 427 |
| 6. – Plan de gestion | 427 |
| B / Élaboration des SDAGE | 428 |
| C / Objectifs et contenu des SDAGE | 428 |
| 1. – Objectifs des SDAGE | 428 |
| 2. – Contenu des SDAGE | 428 |
| D / Prise en compte des zones humides par les SDAGE | 429 |
| 1. – Identification des zones humides par les SDAGE | 429 |
| 2. – Orientations et mesures des SDAGE | 431 |
| E/ Effets juridiques des SDAGE | 445 |
| Encadré 2. – Décisions administratives prises dans le domaine de l'eau | 446 |
| Encadré 3. – Contrôle du juge sur la compatibilité des autorisations et déclarations Eau avec le SDAGE | 447 |
| § 3. – SAGE | 451 |
| A/ Élaboration des SAGE | 451 |
| B / Objectifs et contenu des SAGE | 452 |
| 1. – Le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau (PAGD) | 452 |
| a) Éléments obligatoires | 452 |
| b) Éléments facultatifs | 456 |
| 2. – Le règlement du SAGE | 456 |
| 3. – Les documents cartographiques | 456 |
| C / Effets juridiques des SAGE | 458 |
| 1. – Effets des SAGE à l'égard de documents inférieurs | 458 |
| 2. – Sanctions pénales | 458 |

| | |
|--|------------|
| Section 2. – Planification relative au patrimoine naturel | 459 |
| § 1. Trame verte et bleue | 459 |
| 1. - <i>Objet de la trame verte et bleue</i> | 459 |
| 2. - <i>Effets juridiques</i> | 461 |
| § 2. – Autres documents de planification | 462 |
| 1. - <i>Stratégie pour la biodiversité</i> | 462 |
| 2. - <i>Plans de restauration de la faune sauvage</i> | 462 |
| 3. - <i>Orientations régionales de la faune sauvage et des habitats et schéma de gestion cynégétique</i> | 462 |
| 4. - <i>Directives paysagères</i> | 462 |
| 5. - <i>Schéma de mise en valeur de la mer</i> | 463 |
| | |
| Section 3. – Planification particulière à certaines activités | 465 |
| § 1. – Planification applicable aux activités forestières | 465 |
| 1. - <i>Orientations régionales forestières</i> | 465 |
| 2. - <i>Documents de planification applicables aux forêts publiques</i> | 465 |
| 3. - <i>Documents de planification applicables aux forêts privées</i> | 466 |
| § 2. – Planification applicable aux activités piscicoles | 466 |
| 1. - <i>Orientations de bassins</i> | 466 |
| 2. - <i>Schéma départemental de vocation piscicole</i> | 466 |
| 3. - <i>Plan de gestion piscicole</i> | 466 |
| § 3. – Planification applicable aux extractions de granulats | 467 |
| | |
| Section 4. – Planification relative à l'aménagement du territoire | 467 |
| § 1. – Trame verte et bleue | 467 |
| § 2. – Schéma de services collectifs des espaces naturels | 467 |
| § 3. – Directives territoriales d'aménagement | 468 |
| Encadré 4. – <i>DTA des estuaires de la Loire et de la Seine</i> | 468 |
| § 4. – Schémas régionaux | 469 |
| 1. - <i>Schéma régional d'aménagement</i> | 469 |
| 2. - <i>Schéma directeur régional d'Île-de-France</i> | 471 |
| 3. - <i>Corse</i> | 471 |
| 4. - <i>Schémas régionaux d'outre-mer</i> | 472 |
| § 5. - Chartes de pays et chartes de parcs naturels régionaux | 472 |
| | |
| Section 5. – Planification relative à l'urbanisme | 473 |
| § 1. – Schéma de cohérence territoriale (SCOT) | 473 |
| 1. - <i>Rapport de présentation</i> | 473 |
| 2. - <i>Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD)</i> | 473 |
| 3. - <i>Orientations générales.</i> | 473 |
| 4. - <i>Liens entre SCOT et SVMM</i> | 473 |
| 5. - <i>Effets juridiques des SCOT</i> | 473 |
| § 2. – Plan local d'urbanisme (PLU) | 474 |
| 1. - <i>Rapport de présentation.</i> | 474 |
| 2. - <i>PADD</i> | 475 |
| 3. - <i>Zonage</i> | 475 |
| 4. - <i>Statuts particuliers à protection renforcée</i> | 475 |
| 5. - <i>Règlement</i> | 476 |
| 6. - <i>Annexes</i> | 476 |
| 7. - <i>Effets des PLU</i> | 476 |
| Encadré 5 – <i>Identification et protection des zones humides dans le PLU</i> | 477 |
| Encadré 6. - <i>Contrôle du juge sur les dispositions du POS/PLU concernant les zones humides</i> | 477 |
| § 3. Carte communale | 482 |
| § 4. – Effets et compatibilité des SCOT et des PLU avec d'autres documents | 482 |
| 1. - <i>Documents inférieurs</i> | 482 |
| 2. - <i>Documents supérieurs</i> | 482 |
| Encadré 7. - <i>Mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les SDAGE et les SAGE</i> | 483 |

| | |
|--|------------|
| Section 6. – Planification des risques d’inondations | 484 |
| § 1. – <i>Plans et schémas de prévention des risques d’inondations</i> | 484 |
| 1. - <i>Risque inondation et PPRI</i> | 485 |
| 2. – <i>Contenu du PPRI</i> | 485 |
| Encadré 8. - <i>Contrôle du zonage du PPRI par le juge</i> | 487 |
| 3. – <i>Contenu des prescriptions</i> | 488 |
| 4. - <i>Effets du PPRI</i> | 488 |
| 5. – <i>Responsabilités et sanctions</i> | 490 |
| § 2. – <i>Schéma directeur de prévention des crues</i> | 490 |
| § 3. – <i>Programmes d’action de prévention des inondations (PAPI)</i> | 491 |
| § 4. – <i>Plan simple de gestion des cours d’eau non domaniaux</i> | 491 |
| § 5. – <i>Digues</i> | 491 |
| Encadré 9. – <i>Le plan Loire Grandeur Nature</i> | 493 |
| | |
| Chapitre 13. – Évaluation des incidences des projets en zone humide | 496 |
| | |
| Section 1. – Enquête publique | 496 |
| § 1. – <i>Champ d’application</i> | 496 |
| § 2. – <i>Modalités particulières</i> | 499 |
| | |
| Section 2. – Les études d’impact | 499 |
| § 1. – <i>Champ d’application</i> | 499 |
| 1. - <i>Travaux soumis à étude d’impact</i> | 500 |
| 2. - <i>Travaux dispensés d’étude d’impact</i> | 500 |
| Encadré 1. – <i>Directive européenne sur l’évaluation des incidences</i> | 500 |
| § 2. - <i>Contenu de l’étude d’impact</i> | 503 |
| 1° <i>Analyse de l’état initial du site et de son environnement</i> | 503 |
| 2° <i>Analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l’environnement</i> | 504 |
| 3° <i>Raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu</i> | 504 |
| 4° <i>Mesures envisagées pour supprimer, réduire et compenser les conséquences dommageables du projet</i> | 504 |
| 5° <i>Analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l’environnement</i> | 505 |
| 6° <i>Analyse des coûts/avantages pour les infrastructures de transports routiers</i> | 505 |
| § 3. – <i>Effets d’une étude d’impact irrégulière</i> | 505 |
| Encadré 2. – <i>Contrôle par le juge des effets d’un projet sur une zone humide</i> | 506 |
| | |
| Section 3. – Études particulières | 509 |
| § 1. - <i>Étude d’incidence « Loi sur l’eau »</i> | 509 |
| Encadré 3. – <i>Prise en compte des projets routiers en zone humide</i> | 509 |
| 1. - <i>Les incidences de l’opération</i> | 510 |
| 2. - <i>Les mesures compensatoires ou correctives envisagées</i> | 511 |
| 3. - <i>La compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE et avec les objectifs de qualité des eaux</i> | 511 |
| Encadré 4. – <i>Étude d’incidence ou étude d’impact ?</i> | 511 |
| § 2. - <i>L’évaluation des incidences dans les sites Natura 2000</i> | 512 |
| 1. - <i>Cas où l’étude d’incidence est requise</i> | 512 |
| 2. - <i>Contenu de l’étude d’évaluation</i> | 513 |
| 3. - <i>Travaux conduits sans évaluation</i> | 514 |
| 4. - <i>Travaux réalisés avec évaluation</i> | 514 |
| | |
| Section 4. – Déclaration d’utilité publique | 515 |
| Encadré 5. - <i>Bilan coût-avantage des déclarations d’utilité publique devant le juge administratif</i> | 515 |

| | |
|---|------------|
| Section 5. – Étude d'évaluation des plans et programmes | 519 |
| § 1. – Étude d'évaluation des plans et programmes dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme | 519 |
| § 2. – Étude d'évaluation des plans et programmes dans le domaine de l'environnement | 520 |
| Section 6. – Compensation et réparation des espaces naturels | 521 |
| § 1. – Évaluation des services rendus par la biodiversité et application du principe de compensation aux espaces naturels | 521 |
| § 2. – Réparation des dommages causés aux habitats naturels, espèces et aux services écologiques | 523 |
| 1. - Champ d'application | 523 |
| 2. - Mesures devant être prises | 523 |
| Conclusion | 525 |
| | |
| Chapitre 14. Fiscalité et financement des zones humides | 528 |
| | |
| Section 1. – Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) | 528 |
| § 1. – Évolution récente de la TFPNB applicable aux zones humides | 528 |
| Encadré 1. - Calcul et établissement de la TFPNB | 528 |
| § 2. – Caractères généraux de l'exonération de TFPNB | 530 |
| 1. - Zones humides concernées | 530 |
| 2. - Collectivités concernées | 530 |
| § 3. – Conditions de l'exonération | 531 |
| 1. - Établissement d'une liste de zones humides | 531 |
| 2. - Engagement de gestion | 532 |
| a) Conditions de forme | 532 |
| b) Conditions de fond | 532 |
| 3. - Validation et contrôle de l'engagement par le préfet | 532 |
| § 4. – Taux d'exonération applicables | 532 |
| 1. - Exonération pour certaines zones humides protégées | 532 |
| 2. - Exonération des zones humides situées en zone Natura 2000 | 533 |
| 3. - Exonération de certaines zones humides gérées | 533 |
| 4. - Exonération automatique des zones humides ni protégées ni gérées | 533 |
| 5. - Exonération de certaines zones humides protégées par des parcs nationaux en outre-mer | 533 |
| | |
| Section 2. – Exonération d'impôts spécifiques à certains espaces protégés | 534 |
| § 1. - Réductions d'impôts applicables à certains espaces protégés | 534 |
| 1. - Droits de succession et de donation | 534 |
| 2. - Déduction des revenus fonciers | 534 |
| § 2. - Exonération et règlement d'impôts spécifiques aux parcs nationaux et aux sites du Conservatoire | 535 |
| 1. - Conservatoire du littoral et parcs nationaux | 535 |
| 2. - Parcs nationaux | 535 |
| 3. - Conservatoire du littoral | 535 |
| § 3. - Exonération d'impôts spécifiques aux forêts | 535 |
| | |
| Section 3. – Taxes sur la consommation d'espaces naturels | 536 |
| § 1. – Redevances des agences de l'eau | 536 |
| § 2. – Taxe départementale sur les espaces naturels sensibles du département | 537 |
| § 3. – Autres taxes | 537 |
| 1. - Taxe sur les transports maritimes à destination d'espaces protégés | 537 |
| 2. - Taxe sur le passage de véhicules terrestres vers une île maritime | 537 |
| 3. - Taxe de séjour | 537 |

| | |
|---|------------|
| Section 4. – Financement des zones humides | 538 |
| § 1. - Aides en dehors des MAE | 538 |
| 1. - Aides des agences de l'eau | 538 |
| a) Évolution du montant des aides | 538 |
| b) Objectifs des agences en matière de zones humides | 539 |
| c) Modalités de distribution des aides | 539 |
| 2. - Fonds LIFE | 542 |
| 3 - Budget du ministère de l'écologie et des DIREN | 543 |
| 4. - Aides aux zones humides d'intérêt environnemental particulier | 543 |
| Encadré 2. – Bilan LIFE et zones humides (1992-2006) | 543 |
| 5. - Contrats de plan État-Régions | 544 |
| 6. - Financements par la TDENS | 545 |
| § 2. - Aides liées à l'agriculture | 546 |
| Encadré 3. – Plan objectif Terre 2020 | 547 |
| 1. - Mesures agroenvironnementales | 548 |
| Encadré 4. – Nouvelles mesures à la suite de l'accord du bilan de santé de la PAC | 548 |
| a) La prime herbagère agro-environnementale (PHAE 2). | 549 |
| b) Les mesures agro-environnementales territorialisées (MAET) | 550 |
| 2. - Contrats d'agriculture durable (CAD) | 550 |
| 3. - Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) | 551 |
| 4. - Mesure prairie humide (MPH) | 551 |
| 5. - Indemnité compensatoire de contraintes environnementales (ICCE) | 552 |
| 6 - Mesure Aqua-environnementale (MAquaE) | 552 |
| 7. - Conditionnalité des aides européennes | 553 |
| a) Champs d'application | 553 |
| b) Les bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) | 554 |
| c) Cas de non-conformité | 554 |
| 8. - Gel environnemental | 556 |
| Encadré 5. - Localisation des couverts environnementaux le long des cours d'eau | 556 |
| | |
| Conclusion | 557 |
| | |
| Bibliographie | 559 |
| | |
| Annexe. Rappel des différents outils de protection des zones humides | 565 |
| | |
| Comité de relecture | 566 |
| | |
| Remerciements | 566 |



Drosera Rotundifolia. Page suivante : Aulne glutineux Photos : Olivier CIZEL

